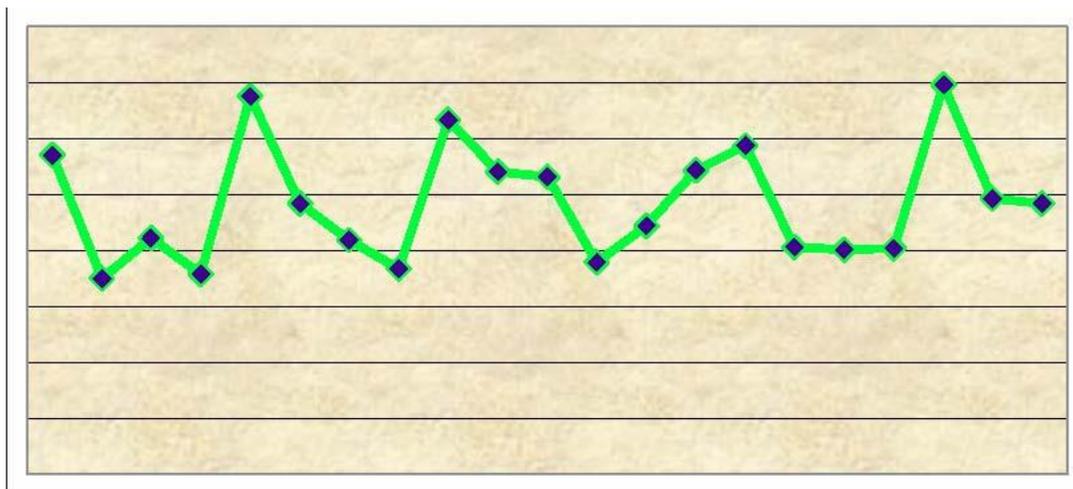


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie, du Plan
et de la Coopération
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques

Note Trimestrielle de Conjoncture



PREMIER TRIMESTRE 2006

Mai 2006

Rubriques	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU PREMIER TRIMESTRE 2006 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS	3
I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
I-1. Evolution et perspective de l'économie mondiale	4
I-2. Evolution du cours des matières premières et des devises	5
I-3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC	5
II - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	6
III - LA PRODUCTION ET LES MARCHES AGRICOLES	6
IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL	7
V - LE SECTEUR PETROLIER	7
VI – LE COMMERCE ET LES SERVICES	8
VII. LES FINANCES PUBLIQUES	11
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	11
VII.2. LA DETTE PUBLIQUE.	11
VII.2.1. Situation de la dette publique extérieure	11
VII.3. SITUATION MONETAIRE ET LA COMPETITIVITE	13
VII.3.1. La situation monétaire	13
VII.3. 2. La compétitivité	13
Liste des participants	14

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BDL : Brasseries Du Logone

\$: Dollars US

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BRENT : pétrole de référence sur le marché international

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CNRT : Caisse Nationale de Retraite du Tchad

CST : Compagnie Sucrière du Tchad

FMI : Fonds Monétaire International

INSEED : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

ND : Non Disponibles

ONASA : Office National de la Sécurité Alimentaire

PIB : Produit Intérieur Brut

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad

SFI : Statistiques Financières Internationales

SIM : Système d'Information sur les Marchés

UE : Union européenne

STEE : Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Une situation économique relativement bonne

Les perspectives macroéconomiques s'annoncent plus prometteuses pour l'économie nationale. L'environnement mondial serait relativement porteur, en liaison avec l'amélioration attendue de la croissance dans les pays de la CEMAC, européens et la bonne tenue des échanges internationaux. Aussi, les bons résultats de la campagne 2005/2006, le repli de l'inflation et le retour de la Banque mondiale militent en faveur de ces perspectives.

Au premier trimestre 2006, l'indice de la production industriel a connu un bond de 8% en variation trimestrielle. L'indice des prix à la consommation a connu une progression de 3% en lien avec l'augmentation des postes *viandes* et *légumes*, la production pétrolière continue sa baisse entamée depuis juillet 2005 malgré la mise en exploitation de deux nouveaux champs (Nya et Moundouli).

Pour ce qui est des finances publiques, un tassement des recettes est attendu en liaison avec la lenteur enregistrée dans l'adoption et la mise en place du budget 2006. Le niveau de subvention devrait diminuer dans l'attente de la conclusion d'un accord avec le FMI. En outre on note une baisse de 2% de l'encours de la dette extérieure ce trimestre.

Pour l'avenir, au niveau de la demande, la fermeté de celle des ménages bénéficiant d'une évolution modérée de l'inflation et la poursuite des investissements du secteur pétrolier en réaction aux difficultés pour extraire le

brut des réserves soutiendraient la demande intérieure. En revanche la demande extérieure augmenterait en liaison avec la hausse des exportations du coton et de bétail sur pieds. Du côté de l'offre, la croissance du secteur primaire serait soutenue exceptionnellement par les branches de l'agriculture et de l'élevage, sous l'effet principalement de la progression des cultures vivrières et du maintien à un niveau élevé de la production du coton graine entraîné par la bonne pluviométrie et de l'accroissement des superficies cultivées.

Dans le secteur secondaire, la production énergétique amorcerait une reprise, compte tenu des investissements en cours qui devraient améliorer la production d'eau et d'électricité. Les activités industrielles devraient être soutenues en liaison avec l'augmentation des capacités de production des industries de boissons et d'huile.

Dans le secteur tertiaire, les activités commerciales et de service se consolideraient grâce à la progression de la demande dans les domaines de la téléphonie mobile et du transport aérien.

Cependant, le secteur de la distribution continuerait de pâtir des effets négatifs de la concurrence du secteur informel et des difficultés d'approvisionnement en carburant.

I -L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Assouplissement du choc pétrolier.

I.1. Evolution et perspective de l'économie mondiale

La croissance mondiale est restée vive en 2005, bien qu'en léger ralentissement par rapport au niveau très élevé atteint en 2004. En dépit du renchérissement du pétrole et de catastrophes naturelles, l'activité au deuxième semestre de 2005 a été plus vigoureuse que prévu précédemment, en particulier dans les pays émergents.

En dépit d'un quatrième trimestre faible et malgré le contrecoup des ouragans de Katrina et Rita qui ont frappé les régions sud à la fin de l'été, les Etats-Unis restent le principal moteur de la croissance, mais l'expansion japonaise est bien établie, et la reprise semble plus soutenue dans la zone euro, même si la croissance de la demande intérieure reste modérée.

La croissance reste vigoureuse dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, le dynamisme de l'activité en Chine, en Inde et en Russie étant particulièrement remarquable.

Les cours du pétrole restent élevés et instables et n'avaient pas baissé après les records enregistrés à la suite de l'ouragan Katrina. Ces trois derniers mois, les cours du pétrole brut ont fluctué entre 60 et 66 dollars le baril. Le niveau de stocks compensant l'augmentation des incertitudes géopolitiques en République islamique d'Iran et en Iraq, et les risques pesant sur la production pétrolière au Nigeria

ont beaucoup joué dans cette fluctuation.

En 2006, la croissance mondiale resterait soutenue (4,9%), bien que confrontée à des prix énergétiques encore élevés. Aux Etats – Unis, l'activité devrait profiter du redressement des dépenses des ménages. L'investissement productif, favorisé par la rentabilité élevée des entreprises et le dynamisme de la demande globale, connaîtrait une évolution positive. La bonne vigueur du commerce mondial (8,5%) serait de nature à stimuler les exportations. L'inflation resterait contenue même si la cherté de l'énergie continue de faire peser des risques à la hausse des prix. La croissance du PIB s'établirait à 3,5% pour l'ensemble de l'année.

En zone euro, l'amélioration de la conjoncture, amorcée à l'été 2005, se poursuivrait en 2006, profitant de la bonne tenue de l'environnement international qui devrait soutenir l'exportation de la zone. L'investissement demeurerait bien orienté, favorisé, entre autres, par des conditions de financement favorables. La croissance de la consommation se renforcerait progressivement, à mesure que la situation sur le marché du travail s'améliore. Le taux d'inflation de la zone devrait se maintenir au dessus de 2%, son niveau dépendrait de l'évolution des prix de l'énergie qui reste assez volatile. La croissance de la zone serait d'environ 2% en 2006.

Tableau 1 : Indicateurs de conjoncture internationale

(Variation par rapport à la période précédente, cvs, en %)

	III-05	IV-05	2005	2006
Croissance				
Etat-Unis	1,0	0,4	3,5	3,5
Zone euro	0,7	0,3	1,3	2,0
Inflation (GA)				
Etats-Unis	3,8	3,7	3,4	3,2
Zone euro	2,3	2,3	2,2	2,1
Exportation				
Etats-Unis	0,4	1,4	7,0	8,2
Zone euro	3,4	0,5	3,7	5,5
Importations				
Etats-Unis	0,6	3,0	6,4	6,0
Zone euro	3,1	0,9	4,6	5,7
Demande Intérieur				
Etats-Unis	1,0	0,7	3,9	3,2
Zone euro	0,5	0,4	1,5	2,0
Commerce mondial				
			6,9	8,5
Euro/dollar	1,22	1,19	1,24	1,20
Prix du brent				
	61,55	56,93	54,4	60,5

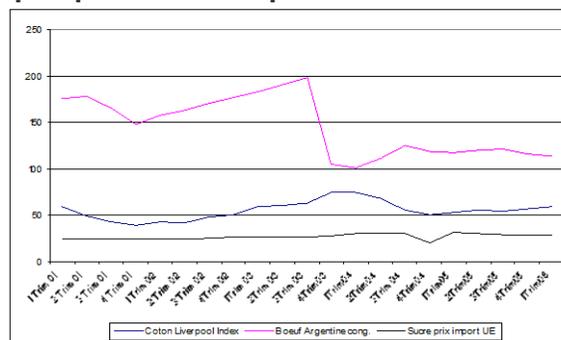
Source : OCDE, FMI, et COE

I. 2 Evolution du cours des matières Premières et des devises

I. 2. 1 Cours des matières premières

Durant le quatrième trimestre 2005, les cours des matières premières ont baissé dans leur ensemble, à l'exception du coton qui connaît une hausse de 5% en variation trimestrielle et de 14% en glissement annuel.

Figure1.1: Evolution du cours de quelques matières premières



Source: statistiques financières internationales

Figure1.2 : Evolution du cours de riz

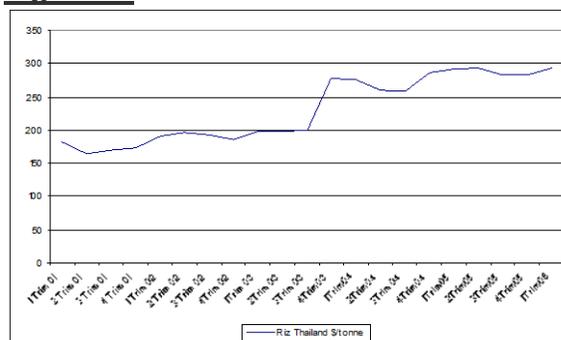
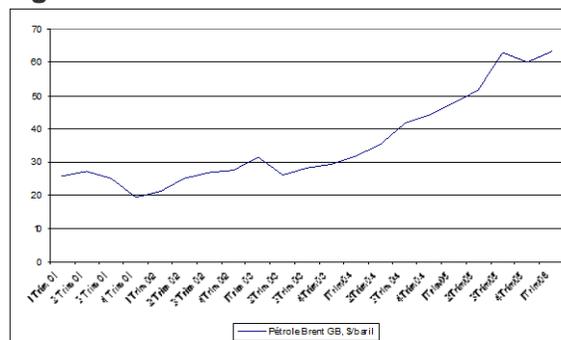


Figure1.3: Evolution du cours du Brent

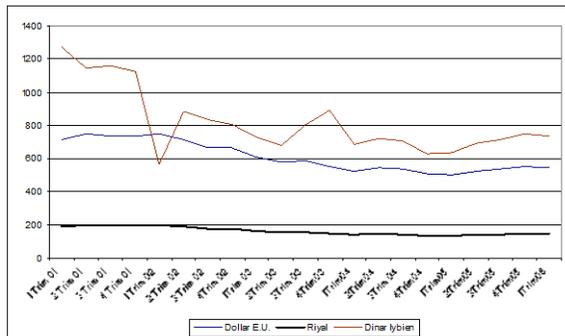


Source: statistiques financières internationales

I. 2.2 Cours des devises

Les devises ont dans leur ensemble connu une hausse en variation trimestrielle. Sauf pour le naira qui connaît une hausse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Figure2 : Evolution des cours des devises



I.3. Evolution et perspectives économiques des Etats membres de la CEMAC

En 2005, la situation macroéconomique dans la CEMAC a été caractérisée par un ralentissement prononcé de la croissance, avec une hausse estimée du PIB réel de 3,9% contre 6,8% en 2004, du fait essentiellement de la baisse du rythme d'accroissement de la production pétrolière (+3,2% en 2005 contre +24,7% en 2004).

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier est ressorti à 4,5% en 2005 contre 27,7% en 2004, tandis que celui du secteur non pétrolier s'est établi à 3,8% contre 3,7% un an plus tôt.

En terme de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'est élevé à 0,7 point en 2005 contre 3,6 points en 2004, et celui du secteur

non pétrolier à 3,2 points, comme en 2004.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de l'ensemble des pays de la CEMAC, s'est consolidé, s'établissant à 9,2% du PIB en 2005, contre 3,2% un an plus tôt, en liaison principalement avec un accroissement des recettes pétrolières.

Pour l'année 2006, les projections disponibles annoncent des perspectives macroéconomiques de la CEMAC globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de l'ordre de 4,4% contre 3,9% en 2005. Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 1,8%.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

Années	CEMAC
2001	6,4
2002	4,1
2003	4,3
2004	6,8
2005 Estim.	3,9
2006 Prév.	4,4

Source : Adm. Nat., FMI et BEAC.

II- INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION À N'DJAMENA

Léger repli de l'inflation

L'année 2006 a démarré avec un léger bond de l'inflation. En effet, les prix à la consommation ont affiché une hausse de 3% en glissement annuel, au premier trimestre de l'année en cours, contre 7%

un an plus tôt.

Cependant, il est à signaler que les prix à la consommation ont fortement augmenté en mois de mars (+16%) par rapport au mois de février. Ce comportement est du surtout : aux produits locaux dont les produits alimentaires qui ont cru de 22,3% en liaison d'une hausse des prix des *viandes et poissons* de 16% en relation avec la cherté des poissons sur les marchés, qui s'expliquerait par une sortie massive du poisson frais du Lac vers le Nigeria occasionné très probablement par l'apparition de la grippe aviaire ; au poste *tubercules, légumes et fruits* dont la progression est lié aux cycles des produits, au poste *Oléagineux lait et œuf* dont la hausse des prix est liée à l'augmentation des prix de l'huile occasionnée par la flambée des prix de l'arachide décortiquée et enfin au poste *Energie et éclairage* dont la forte progression (+27,7%) est liée à la forte envolée des prix de charbon de bois ainsi que celle du pétrole lampant.

Les prix des produits alimentaires augmentent ce trimestre de 1% pour se situer à 241,8 points contre 239,6 au quatrième trimestre.

Ce comportement provient d'une hausse des prix des viandes et poissons respectivement de 16% suivi de 9% des Epiceries.

Cette tendance haussière a été assouplie par les prix des *céréales*, (-15%).

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 3% des prix des produits alimentaires. La hausse en glissement annuel des produits alimentaires tire principalement son origine d'un bond de 12% des *Oléagineux, lait et œufs* et de

11% des *Epiceries*.

Par contre sur la période, on notera une baisse de 8% du poste *céréales*.

Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits non alimentaires ont diminué de 2%. Cette baisse est portée par une chute de 9 % des prix de *l'énergie et éclairage* suivie de 7% des *équipements des ménages*.

Comparativement au même trimestre un an plus tôt, on observe une baisse pour le poste *équipement des ménages* (+13%).

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 3% des prix des produits alimentaires. La hausse en glissement annuel des produits alimentaires tire principalement son origine d'un bond de 12% des *Oléagineux, lait et œufs* et de 11% des *Epiceries*. Cette hausse est lié principalement à l'augmentation des prix de l'huile occasionnée par la flambée des prix de l'arachide décortiquée qui a enregistré une forte demande extérieure en raison de la forte production lors de la campagne précédente. A cela s'ajoute la demande des ménages qui est de plus en plus importante.

Par contre sur la période, on notera une baisse de 8% du poste *céréales*.

Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits non alimentaires ont diminué de 2%. Cette baisse est portée par une chute de 9 % des prix de *l'énergie et éclairage* suivie de 7% des *équipements des ménages*.

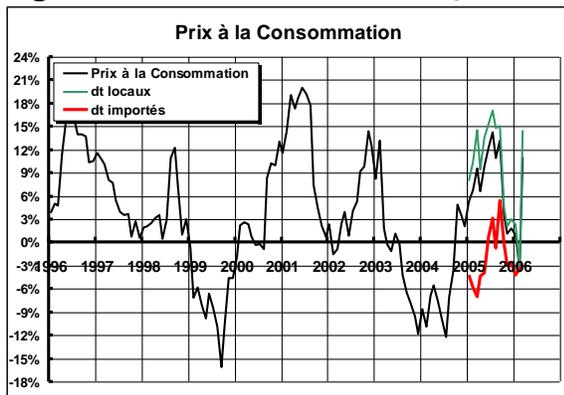
Comparativement au même trimestre un an plus tôt, on observe une baisse pour le poste *équipement des ménages* (+13%).

Les *services quant à eux* connaissent

dans leur ensemble une hausse de 8% en variation trimestrielle et de 12% en glissement annuel consécutive à une hausse de 13% des prix es loyers en variation trimestrielle et de 19 % des loyers en glissement annuel. Cependant, les transports ont diminué de 7% en variation trimestrielle.

L'indice des produits particuliers connaît un bond de 5% ce premier trimestre 2006 consécutive à une hausse de 16% du poste viande. En glissement annuel, une hausse de 3% est observée pour l'ensemble.

Figure3 : Evolutions des IPC à N'djamena



Source : INSEED

III. LA PRODUCTION ET LE MARCHÉ AGRICOLE

III-1. Le marché agricole

Hausse des prix sur les différents marchés

En avril 2006, les prix du mil sont supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années sur les marchés du sud (Moundou et Sarh), mais sont restés inférieurs à leur moyenne sur les marchés (N'djaména et Abéché) de la zone sahélienne.

Les prix du mil les plus élevés dans la zone soudanienne sont observés dans

la préfecture du Moyen Chari (200 FCFA/Kg) et Logone Occidentale (190 FCFA/kg). Les prix du mil les plus bas de la zone sont enregistrés à l'Est du pays dans la préfecture du Ouaddaï (Abéché 155 FCFA/kg)

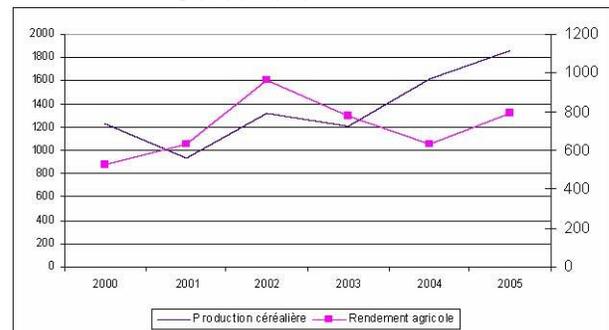
III.2. La production agricole (2005/2006)

Production en hausse

L'année 2005 a été marquée par une bonne répartition pluviométrique dans le temps et dans l'espace et une absence des ennemis des cultures qui ont fortement contribué à une bonne campagne agricole. Favorisée par des précipitation régulières et généralisées, la production céréalière donne un résultat de l'ordre de 1 853 400 tonnes, soit une hausse de 53% par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2004/2005.

De facto, les rendements de la plupart des cultures céréalières sont nettement meilleurs par rapport à ceux de la campagne précédente.

Figure4 : Evolution de la production Céréalière



Source : données DSA, calculs Inseed

V. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Raffermissement des activités productrices

L'indice de la production industrielle a atteint 118,6 points au premier trimestre 2006 soit une hausse de 8% par rapport au quatrième 2005.

Comparé, à la même période un an plus tôt, l'indice connaît un bond significatif de 11% sous l'effet des produits (+35%) (Bière et maltina, cigarettes, huile et tourteau).

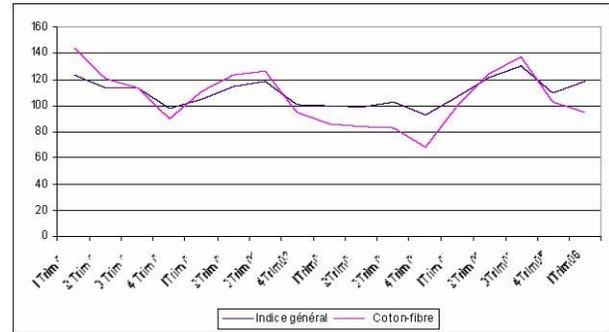
Suivant les différents secteurs, la situation n'est pas la même :

La STEE enregistre en ce premier trimestre 2006 une baisse de 9% de sa production d'électricité en variation trimestrielle (passant de 10 674 000 kWh à 28177 000 KWH). Par rapport à la même période de l'année précédente, elle connaît une hausse de 10%. La production de l'eau enregistre en ce premier trimestre 2006 une hausse de 2% en variation trimestrielle. Elle passe de 2 460 000 m³ à 4 579 000 m³. Cette tendance haussière est observée aussi en glissement annuel (+9%).

Dans les autres industries du secteur agroalimentaire l'activité s'est considérablement dopée : Consécutivement au lancement de production et de la commercialisation de la bière Castel, les BDL enregistrent un bond spectaculaire de 162% ce premier trimestre 2006. Au niveau de BGT, on note une hausse de 27% de son activité en variation trimestrielle. En glissement annuel, la situation est la même pour ces sociétés : les BDL et la BGT enregistrent respectivement une hausse de 221% et 16%.

Quant à la MCT, on enregistre ce trimestre une hausse de 11% de son activité productrice en variation trimestrielle.

Figure 5 : Evolution des indices de Production industrielle



Source : INSEED

V. LE SECTEUR PETROLIER

Baisse continue de la production et l'envol des prix

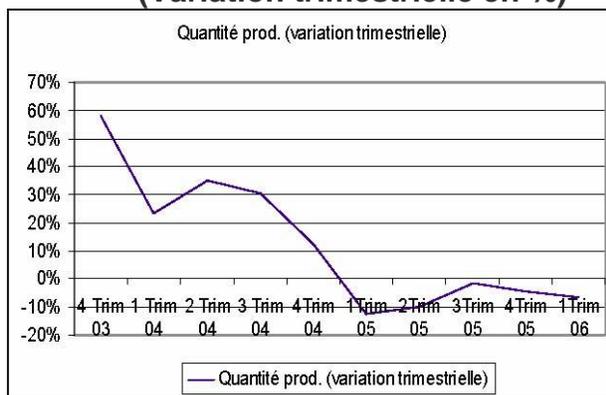
L'environnement international continuerait d'être morose pour les activités énergétiques en 2006. Au cours du premier trimestre 2006, le cours du Brent s'est accru de 8,7% en variation trimestrielle, atteignant environ 63\$/baril à fin mars. Par ailleurs, le dynamisme de la demande mondiale, allié aux craintes de pénurie d'offre, à la suite du conflit gazier ukraino-russe et la poursuite des activités nucléaire en Iran, ont, depuis janvier, accentué les pressions sur les prix des produits pétroliers. Ainsi, les prix de pétrole ont frôlé la barre de 70\$/b en avril dernier.

Dans ce contexte les cours du Doba blend continuent de progresser depuis le troisième trimestre à 50,98 \$/b. En dépit de la forte teneur en eau extraite des gisements de Miandoum, Komé et

Bolobo qui a entraîné une diminution significative de la production depuis juillet 2005, celle-ci pourrait repartir à la hausse compte tenu de la mise en service du champ de Moundouli.

Aussi, il est à noter que la quantité expédiée a connu un fléchissement de 13% ce trimestre. Par rapport à la même période un an plus tôt, on observe une baisse de 28% aussi bien pour la quantité expédiée que pour la quantité vendue.

Figure 6 : Evolution de la production (Variation trimestrielle en %)



Source : données du Ministère du pétrole, calculs Inseed

VI - LE COMMERCE ET LES SERVICES

Evolution contrastée

Durant le premier trimestre 2006, le secteur commerce connaît dans son ensemble une activité contrastée se traduisant par une baisse du chiffre d'affaires tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel pour la plupart sociétés.

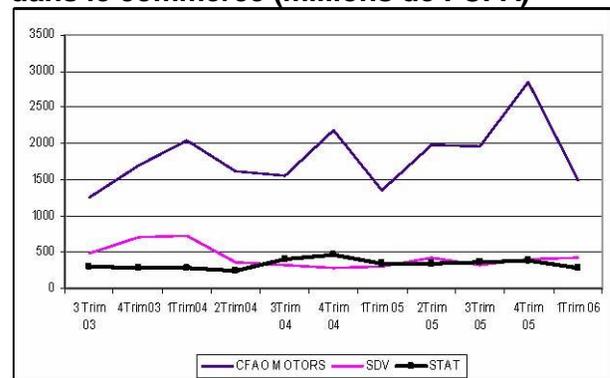
VI.1. Le commerce

VI.1.1 Le chiffre d'affaires

Le secteur commercial connaît dans son ensemble une situation morose durant ce premier trimestre 2006. Cette situation se traduit par une baisse de 72%, 47% et 26% du chiffre d'affaires respectivement pour Tchadipeint, CFAO Motors et STAT en variation trimestrielle. Par contre une hausse de 4% est observée au niveau de la SDV.

En glissement annuel, CFAO Motors enregistre une hausse de 11% et SDV une hausse de 42%. En glissement annuel, la baisse la plus spectaculaire est constatée au niveau de Tchadipeint (74%)

Figure 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce (millions de FCFA)



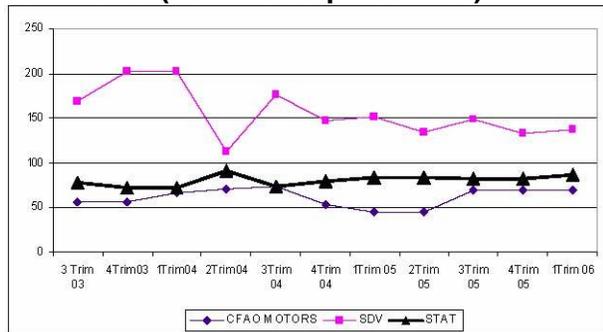
Source: données des entreprises concernées

VI.1.2. L'emploi dans le commerce

Durant ce premier trimestre 2006 l'emploi connaît une situation relativement bonne. A cet effet une stabilité en variation trimestrielle est observée au niveau de CFAO MOTORS, une hausse de 5% et 3 % est observée respectivement pour la STAT et la SDV. Par contre on note une

baisse de 8% en variation trimestrielle chez Tchadipeint. En glissement annuel, on observe une hausse de 56% chez CFAO MOTORS et une baisse de 71% chez SCCL.

Figure 8: Evolution de l'emploi dans le commerce (nombre de personnes)

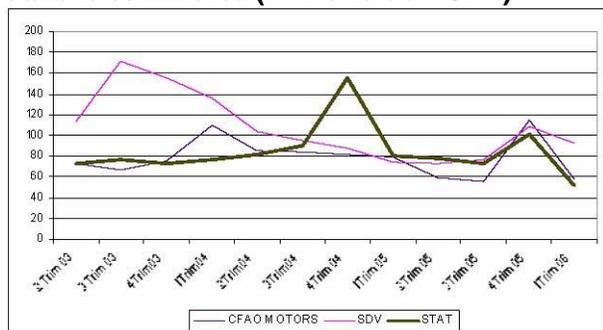


Source: données des entreprises concernées

VI.1.3. La masse salariale dans le commerce

Contrairement à l'évolution du chiffre d'affaires et de l'emploi, la tendance de la masse salariale est baissière en variation trimestrielle pour toutes les sociétés. La baisse la plus spectaculaire est constatée au niveau de Tchadipeint.

Figure 9: Evolution de la masse salariale dans le commerce (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

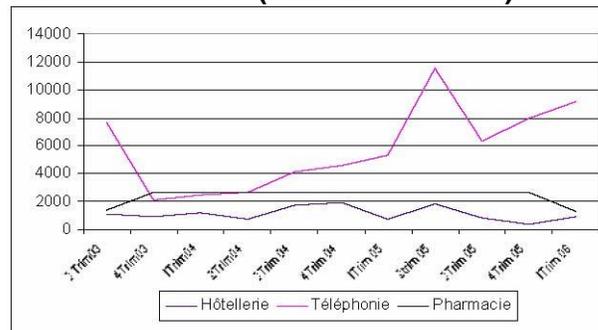
VI.2. Les services

Au premier trimestre 2006, le secteur des services connaît une croissance positive dans son ensemble par rapport au trimestre précédent.

VI.2.1. Le chiffre d'affaires dans les services

Pendant ce premier trimestre 2006, on note une hausse de 134% de chiffre d'affaires pour l'hôtellerie, 15% pour la téléphonie et 7% pour la pharmacie en variation trimestrielle. En glissement annuel on assiste aussi à une hausse des chiffres d'affaires. La hausse la plus spectaculaire est relevée au niveau de la téléphonie.

Figure 10 : Evolution du chiffre d'affaires dans les services (millions de FCFA)

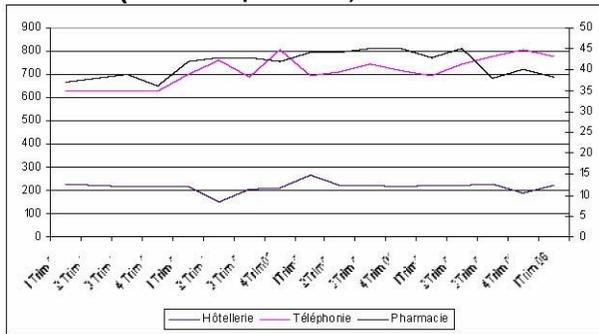


Source: données des entreprises concernées

VI.2.2. L'emploi dans les services

Au premier trimestre 2006, l'emploi s'est inscrit en baisse sauf pour l'hôtellerie où on note une hausse de 18%. En glissement annuel la tendance n'est la même pour l'ensemble : l'emploi est stable à l'hôtellerie, il est en hausse de 12% pour la téléphonie mais en baisse de 11% pour la pharmacie.

Figure 11 : Situation de l'emploi dans les services (nombre de personnes)

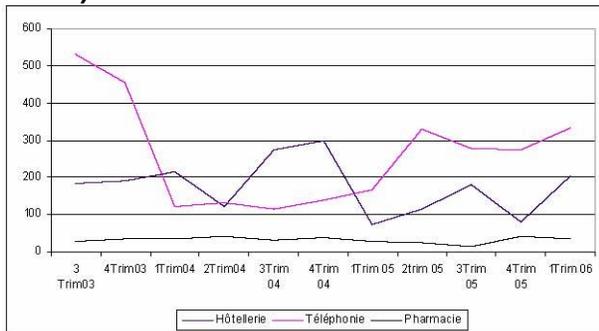


Source: données des entreprises concernées

VI.2.3. La masse salariale dans les services

Durant le premier trimestre 2006, la masse salariale est en hausse sauf pour la pharmacie où on note une baisse de 24%. En glissement annuel, on observe une forte hausse pour l'hôtellerie (+176%).

Figure 12 : Situation de la masse salariale dans les services (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

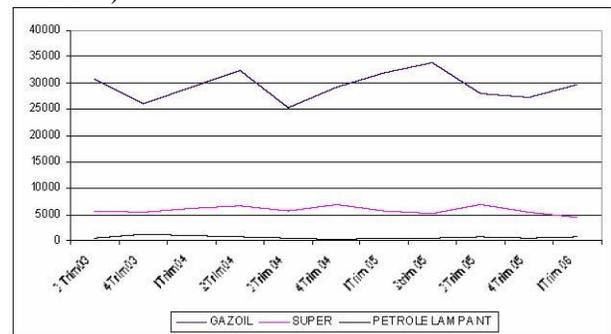
VI.3 Importation et mise à la consommation d'hydrocarbures

Les importations des hydrocarbures connaissent une hausse importante en ce trimestre sauf pour le super qui enregistre une baisse de 33% en variation trimestrielle.

Cette baisse de l'importation du super s'expliquerait par la concurrence du secteur informel.

Du point de vue mise à la consommation des hydrocarbures, on observe la même tendance que celle observée au niveau des importations.

Figure13: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (milliers de litres)



Source : données de la fiscalité pétrolière

VII- LES FINANCES PUBLIQUES

Des finances publiques plutôt bonnes

VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

A fin mars 2006, les recettes budgétaires ont atteint 104 068 millions contre 48 866 millions à la même période un an plus tôt soit une progression de 113%.

Cela représente un taux d'exécution de 30,23% par rapport à un objectif de 344 211 millions pour l'année 2006.

Du côté des dépenses, à fin mars 2006, on enregistre 12 713 millions contre 21 656 millions un an plus tôt soit une

baisse de 41,30%. En terme d'exécution budgétaire cela représente seulement 2,16% pour un objectif de 588 167 millions.

Tableau 3: suivi de l'exécution budgétaire

	PREVU	REALISE	REALISE	variation	Exec.06
	2006	mars-05	mars-06	mars06 /mars05	
RECETTES BUDGETAIRES	344211	48 866	104 068	112,97%	30,23%
Recettes fiscales	137904	22 544	62 417	176,87%	45,26%
Recettes non fiscales	194307	24 709	41 024	66,03%	21,11%
Recettes en capital	12000	1613	627	-61,13%	5,23%
Aides, Dons, Subventions	19614	3194	0	100,00%	-
Emprunts	83113		0		
Ressources exceptionnelles			0		
Recettes à imputer et à régulariser		6 709	3 861	-42,45%	
Variation de créances		-4707	-3271	-30,51%	
DEPENSES BUDGETAIRES	588167	21 656	12 713	-41,30%	2,16%
Service de la dette	45544	85	0		0,00%
Dotation des pouvoirs publics	135447	14 866	12 639	-14,98%	9,33%
Interventions de l'Etat	80082	4 495	72	-98,40%	0,09%
Amortissement de dette pub.	15713	340	0		
Equipement-Investissement	311381	1 870	2	-99,89%	
Investissement sur resexcept		0	0		
Dépenses à imputer		5471	25720	370,12%	
Variation des dettes		21 902	33 054	50,92%	
RECETTES BASE ENCAISSEMENT	344211	50 868	104 658	105,74%	30,41%
DEPENSES BASE DECAISSEMENT	588167	49 029	71 487	45,81%	12,15%
DEFICIT HORS SUBV ET EMPRUNT	-				
	243956				

Source: Trésor Public

VII.2 LA DETTE PUBLIQUE

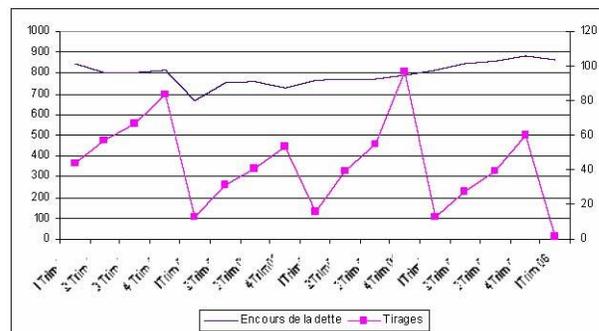
VII.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint 862,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2006 alors qu'il était de 880,8 milliards à la fin du quatrième trimestre 2005, traduisant une baisse de 2% en variation trimestrielle. Cependant en glissement annuel, on note un bond de 6%.

Les tirages connaissent cependant une forte baisse en variation trimestrielle (-98%), ils se chiffrent à 1,3 milliards de FCFA alors qu'ils étaient de 58,8 milliards au trimestre précédent. Cela s'explique principalement par le gel des décaissements des crédits IDA par la Banque Mondiale.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont évalués à 5,2 milliards de FCFA, dont 4,4 milliards sur crédit multilatéraux, 0,8 milliards sur crédits bilatéraux.

Figure 14 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)

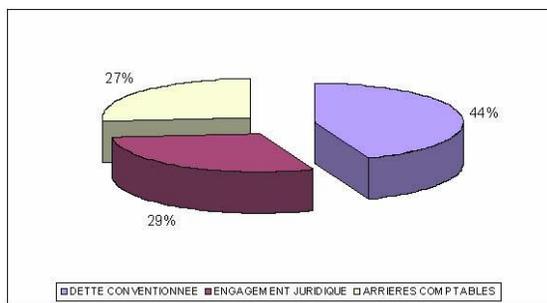


Source : Direction de la Dette

VII.2.2 : Situation de la dette Intérieure en 2005

Au terme de 2005 la dette intérieure s'élève à 129 510 millions. Elle comprend la dette conventionnelle (44%) ; les engagements juridiques (29%) et les des arriérés comptables (27%).

Figure 15 : Evolution de la dette Intérieure (millions de FCFA)



VII.3 La situation monétaire et la Compétitivité

VII.3.1. La situation monétaire

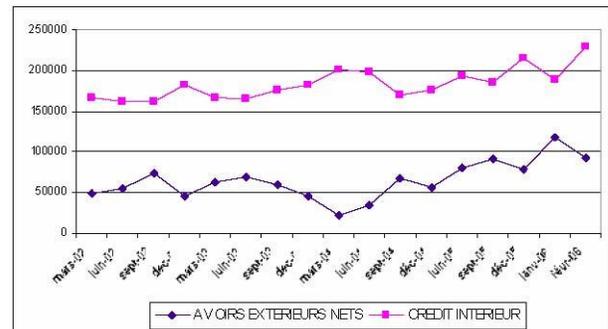
Situation monétaire plutôt meilleure

A fin février 2006, les avoirs extérieurs nets ont connu une hausse de 46,4% passant de 57,92 milliards en novembre 2004 à 67,27 milliards. Cette évolution est redevable essentiellement à la hausse des recettes pétrolières observées depuis le début de l'année.

En ce qui concerne le crédit intérieur, il a été constaté une hausse de 26% sur la période, se situant à 220,64 milliards à fin novembre 2005 contre 175,57 milliards un an plus tôt en liaison avec l'augmentation de 30% et de 20% des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie

Aussi la masse monétaire s'est également accrue de 25% se situant à 243,91 milliards contre 197,81 milliards à fin novembre 2004.

figure16 : Evolution de la situation monétaire.



Source : données BEAC

VII.3.2 La compétitivité.

Le taux de change effectif réel, tout comme l'indice des prix à la consommation relatif continuent leur tendance baissière entamée au troisième trimestre tant en variation industrielle qu'en glissement annuel. En outre, le taux de change effectif nominal connaît une stabilité en ce quatrième trimestre 2005.

Tableau 4: évolution des indicateurs de compétitivité

Indices base 4/1/1994=100	1Trim 05	2trim 05	3Trim 05	4Trim 05	4T05/3T05	4T05/4T04
Prix à la conso. relatif	195,7	195,6	192,0	185,7	-3%	-3%
Taux de change effectif nominal	100,1	100,7	101,0	101,2	0%	1%
Taux de change effectif réel	200,2	198,9	194,7	188,0	-4%	-4%

Source : INSEED

Ont participé à la confection du bulletin de conjoncture

Coordonnateurs des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques

Rédaction :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **THEMOI DEMSOU**, Chef de Service des Comptes Nationaux et Etudes Economiques
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, Chef de Service des Statistiques du Monde Rural

- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Responsable des Comptes Nationaux

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site Internet : www.inseed-tchad.org**